



Investir dans les populations rurales

## Conseil d'administration

Cent quarante-troisième session  
Rome, 11-12 décembre 2024

---

### Rapport du Président

### Proposition de prêt

### République arabe d'Égypte

### Gestion de l'eau en exploitation résiliente aux changements climatiques dans la vallée du Nil

Numéro du projet: 2000004001

---

Cote du document: EB 2024/143/R.9

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) d) i)

Date: 18 novembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

#### **POUR: APPROBATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 43.

---

---

#### **Questions techniques:**

##### **Dina Saleh**

Directrice régionale  
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe  
courriel: d.saleh@ifad.org

##### **Mohamed Abdelgadir**

Directeur de pays  
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe  
courriel: m.abdelgadir@ifad.org

---

## Table des matières

<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	2
<b>II. Description du projet</b>	<b>2</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	2
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	4
E. Coût, avantages et financement	4
<b>III. Gestion des risques</b>	<b>10</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	11
D. Soutenabilité de la dette	11
<b>IV. Exécution</b>	<b>11</b>
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	13
C. Plans d'exécution	13
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>13</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>14</b>
<b>Appendices</b>	
I. Negotiated financing agreement	
II. Logical framework	
III. Integrated project risk matrix	

---

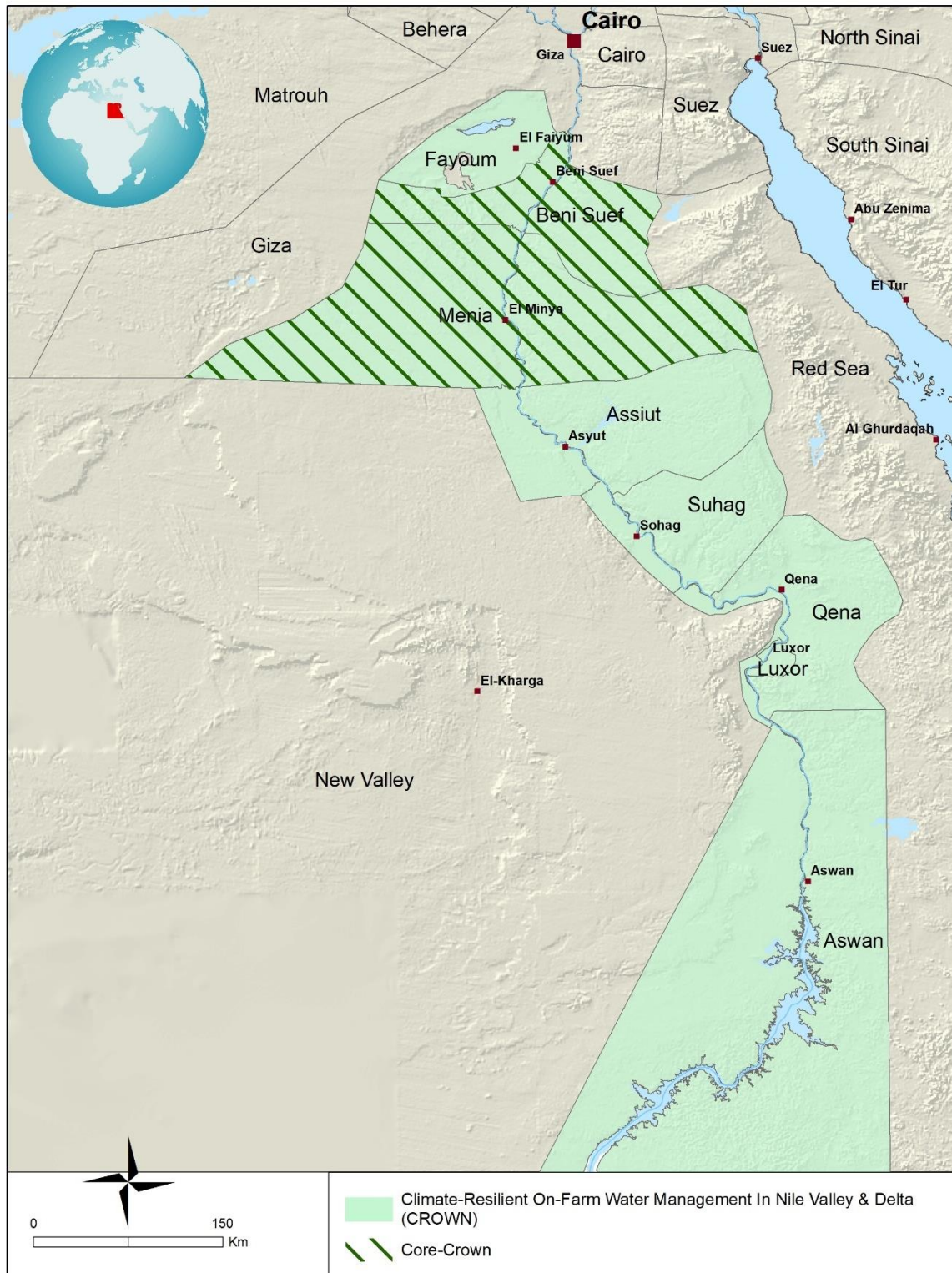
### Équipe d'exécution du projet

---

Directrice régionale:	Dina Saleh
Directeur de pays:	Mohamed Abdelgadir
Responsable technique:	Nadhem Mtimet
Responsable des finances:	Aziz Al-Athwari
Spécialiste climat et environnement:	Walid Nasr
Juriste:	Aspasia Tsekeri

---

## Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA | 09/05/2024

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	Ministère du plan, du développement économique et de la coopération internationale
<b>Organismes d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture et de la bonification des terres et Ministère des ressources hydrauliques et de l'irrigation
<b>Coût total du projet:</b>	153,4 millions d'EUR
<b>Montant du prêt du FIDA [au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)]:</b>	46,3 millions d'EUR, soit 50,4 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA [au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE)]:</b>	11,9 millions d'EUR, soit 13,0 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Conditions ordinaires: 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant une marge variable
<b>Cofinanceurs:</b>	Gouvernement égyptien, bénéficiaires, secteur privé, institutions financières
<b>Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	29,5 millions d'EUR
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	6,8 millions d'EUR
<b>Secteur privé:</b>	3,1 millions d'EUR
<b>Institutions financières partenaires:</b>	0,5 million d'EUR
<b>Déficit de financement:</b>	55,3 millions d'EUR
<b>Montant du financement climatique apporté par le FIDA:</b>	57,9 millions d'EUR

## I. Contexte

### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

#### Contexte national

1. La République arabe d'Égypte se trouve à un tournant décisif. Les réformes économiques ont stimulé les exportations agricoles, mais le pays est encore aux prises avec des défis majeurs. La pandémie de COVID-19, l'inflation et le conflit en Ukraine ont mis à mal les réserves de change et augmenté le coût d'importations essentielles telles que le blé. L'accroissement démographique rapide, l'urbanisation et les changements climatiques exercent une pression supplémentaire sur les ressources, notamment l'eau. Le taux de pauvreté, qui atteignait 30% en 2020, et le taux de chômage élevé des jeunes (19,7%) et des femmes (18%) sont des préoccupations majeures. Les programmes publics tels que le Nexus sur l'eau, l'alimentation et l'énergie (NWFE) et la Vision 2030 visent à traiter les questions liées à l'eau, à l'alimentation et à l'énergie, à soutenir l'agriculture durable, à réduire la pauvreté et à assurer la sécurité alimentaire.

#### Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

2. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
  - incluant un financement climatique;
  - axé sur les jeunes;
  - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.
3. **Jeunes.** Les adolescents et les jeunes, qui représentent près d'un tiers de la population égyptienne, éprouvent d'énormes difficultés à accéder au marché du travail. L'enquête par panel de 2018 sur le marché du travail en Égypte montre que le taux de chômage est plus élevé chez les jeunes qui ont fait des études secondaires ou supérieures (34%) que chez ceux qui n'ont pas été scolarisés (13%)<sup>1</sup>. Cependant, des possibilités existent dans l'agriculture, secteur dans lequel les agriculteurs jeunes et formés ont plus de chances de se lancer dans des cultures de grande valeur et dans l'agriculture contractuelle et d'être disposés à adopter de nouvelles technologies<sup>2</sup>. Les jeunes femmes et hommes éduqués et qualifiés qui vivent en milieu rural constituent une ressource inexploitée en Haute-Égypte. Les personnes handicapées se heurtent fréquemment à des obstacles dans leur accès aux services, et sont en outre fortement marginalisées et stigmatisées.
4. **Sécurité alimentaire et nutrition.** L'Égypte n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les différents objectifs relatifs à la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant. D'après les estimations, l'obésité touche actuellement 44,7% des femmes adultes et 25,9% des hommes adultes. Les femmes et hommes adultes seraient respectivement 23,4% et 18,8% à être atteints de diabète<sup>3</sup>. On s'attend à ce que l'accroissement rapide de la population, qui devrait atteindre 150 millions de personnes d'ici à 2050, aggrave encore l'insécurité alimentaire dans le pays.
5. **Changements climatiques.** L'Égypte a un climat de zone désertique aride; seule sa côte nord présente un climat semi-aride. L'agriculture est le secteur le plus consommateur d'eau (63,25 milliards de m<sup>3</sup>/an). Les précipitations dont le pays bénéficie sont inférieures à 1,8 milliard de m<sup>3</sup>/an, sur lesquels 1 milliard de m<sup>3</sup> seulement sont utilisés pour l'agriculture<sup>4</sup>. En outre, l'évaporation entraîne la perte de 2,5 milliards de m<sup>3</sup> d'eau. Les communautés agricoles souffrent des effets des

<sup>1</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 2022.

<sup>2</sup> Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), 2023.

<sup>3</sup> Rapport sur la nutrition mondiale, 2022.

<sup>4</sup> Hussein Abdel-Shafy *et al.*, « Rainwater in Egypt: Quantity, Distribution and Harvesting », *Mediterranean Marine Science* vol. 11, n° 2. Disponible en ligne: <https://doi.org/10.12681/mms.75>.

changements climatiques, qui sont à l'origine de pertes de récoltes plus importantes et de rendements plus faibles, d'une augmentation de la mortalité du bétail, d'une moindre productivité des animaux et d'infestations de ravageurs. Du fait des changements climatiques, la demande d'eau a augmenté de 20% sur la dernière décennie.

### **Justification de l'intervention du FIDA**

6. Le FIDA est bien placé pour promouvoir les investissements dans les technologies, la finance et les infrastructures destinés à faire face à des problèmes tels que les changements climatiques, la raréfaction de l'eau, les coûts élevés des intrants, l'insécurité alimentaire et la pauvreté rurale. En s'associant aux petits exploitants agricoles, aux organismes publics et aux entreprises agricoles, le FIDA appuie les technologies permettant d'économiser l'eau et contribue au renforcement de l'efficacité. Le projet Gestion de l'eau en exploitation résiliente aux changements climatiques dans la vallée du Nil (CROWN) vise à améliorer l'irrigation dans ce que l'on appelle les « nouvelles terres » et à accroître la productivité et la distribution d'eau dans les terres anciennes de la vallée du Nil. Le FIDA aide en outre les agriculteurs à se tourner vers des variétés tolérantes à la chaleur, à modifier leurs pratiques de culture et à diminuer leur dépendance vis-à-vis du carburant diesel et des pesticides afin de renforcer la résilience de l'agriculture et d'atténuer les problèmes liés aux changements climatiques.

### **B. Enseignements à retenir**

7. La conception du projet CROWN intègre les enseignements tirés de précédentes initiatives comme le Projet de développement de l'irrigation en exploitation sur les terres anciennes (OFIDO), qui a mis en évidence la réticence des agriculteurs à utiliser l'irrigation au goutte-à-goutte dans les terres anciennes en raison des coûts. La réussite des techniques d'irrigation moderne tient à l'augmentation de la productivité, à l'amélioration des méthodes de culture et à l'utilisation efficace des ressources en eau. D'anciens projets tels que le Projet d'amélioration de l'irrigation, phases 1 et 2, et le Projet en faveur d'investissements et de moyens de subsistance durables dans le secteur agricole (SAIL) ont fait ressortir des difficultés d'alimentation continue en eau dans les canaux de dérivation. Ces difficultés sont en partie imputables au lien de confiance et de coopération à rétablir entre les agriculteurs et le Ministère des ressources hydrauliques et de l'irrigation (MoWRI). Le CROWN vise à remédier à ces problèmes au moyen de parcelles de démonstration et d'une collaboration entre le MoWRI et le Ministère de l'agriculture et de la bonification des terres (MoALR). En exploitant les liens avec les marchés établis avec le Projet d'augmentation des revenus ruraux par l'amélioration des marchés et le projet SAIL financés par le FIDA, le CROWN reproduira à plus grande échelle les activités dans les filières, en mettant l'accent sur le ciblage de la pauvreté et l'inclusion des questions de genre.

## **II. Description du projet**

### **A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles**

8. Le projet vise à améliorer durablement la résilience des ménages ruraux pauvres en favorisant une utilisation efficace de l'eau et en stimulant la productivité et la rentabilité des exploitations agricoles. Le CROWN sera exécuté en deux étapes, en commençant par une phase principale de sept ans qui couvrira 30 000 *feddans* (unité de terre agricole correspondant à 0,42 hectare) à Beni Sweif et à Minya et viendra en aide à 90 000 ménages (378 000 personnes, dont 148 000 femmes et 69 000 jeunes). La phase d'élargissement sur cinq ans qui suivra visera à couvrir 400 000 *feddans* et à apporter une aide à 1,1 million de ménages et 4,6 millions de personnes sur 12 ans, sous réserve de l'obtention d'un financement additionnel. La phase principale du CROWN sera axée sur trois groupes socioéconomiques: i) les agriculteurs pauvres pratiquant une agriculture de subsistance ou de semi-subsistance avec au plus un *feddan* (50% à 60% du groupe cible); ii) les

petits exploitants agricoles proches du seuil de pauvreté ou vulnérables avec plus d'un *feddan*; iii) les agriculteurs ayant une exploitation de taille moyenne à visée commerciale (5% à 10% du groupe cible).

## B. Composantes, résultats et activités

9. Trois principaux résultats permettront à l'équipe du CROWN d'atteindre l'objectif ambitieux du projet:
  - a) **Résultat 1:** renforcement de la productivité et de la résilience des petits exploitants agricoles par une utilisation plus efficace de l'eau et des pratiques agricoles climato-compatibles, notamment des choix de cultures plus judicieux et une amélioration des modes d'exploitation.
  - b) **Résultat 2:** renforcement de la participation des femmes et des jeunes agriculteurs aux filières inclusives et écologiquement viables, qui assurent des revenus plus importants à la fois aux petits exploitants agricoles et aux entreprises agricoles grâce à un meilleur accès aux financements, aux transformateurs, aux services aux entreprises et aux canaux de commercialisation et à des liens plus étroits avec les marchés.
  - c) **Résultat 3:** orientation et promotion des politiques et des méthodes des pouvoirs publics qui accroissent la rentabilité des petits exploitants agricoles par une meilleure gouvernance de l'eau, en tirant parti des investissements en milieu rural, notamment dans le cadre des partenariats public-privé et de l'intégration des filières.
10. Le projet comprendra les trois composantes suivantes: i) résilience face aux changements climatiques grâce aux infrastructures d'irrigation et à l'agriculture climato-compatible; ii) développement de filières résilientes et inclusives; iii) appui à l'élaboration des politiques et gestion du projet.
11. **La composante 1** sera axée sur la production, avec des activités d'appui aux infrastructures d'irrigation économes en eau au niveau des canaux de dérivation, appelés *mesqa* (canaux d'irrigation traditionnels), et au niveau des exploitations, ainsi que des activités de renforcement des capacités des organisations paysannes à améliorer la gestion collective de l'eau et des terres, et donc à accroître leur résilience face aux changements climatiques. Elle sera articulée autour de trois sous-composantes. La sous-composante 1.1 portera essentiellement sur la construction et la remise en état d'infrastructures d'irrigation. La sous-composante 1.2. permettra de renforcer les capacités des agriculteurs au moyen de formations sur l'agriculture climato-compatible, de fermes-écoles, de parcelles de démonstration et d'un accès aux intrants. La sous-composante 1.3 renforcera les capacités institutionnelles des organisations paysannes, y compris les associations d'usagers de l'eau, les associations de commercialisation et les coopératives.
12. **La composante 2** sera axée sur d'autres maillons des filières (négociants, transporteurs, transformateurs, etc.), avec des investissements dans des installations de commercialisation après récolte, la transformation, l'amélioration de l'accès au crédit et la création d'entreprises dirigées par des femmes et des jeunes pour générer de l'emploi. Elle comprendra la sous-composante 2.1 relative à l'intégration des petits exploitants agricoles dans des filières résilientes et inclusives grâce à la mobilisation et à l'organisation des agriculteurs, à des investissements ciblés dans les filières et à des partenariats avec le secteur privé. La sous-composante 2.2 permettra aux petits exploitants et micro, petites et moyennes entreprises d'accéder plus facilement aux financements, tandis que la sous-composante 2.3 renforcera la résilience des femmes et des jeunes dans le cadre de la création d'entreprises et de moyens d'existence et d'un mécanisme de dons de contrepartie.

13. **La composante 3** concerne la gestion du projet et l'appui à l'élaboration des politiques, et est destinée à apporter des éléments probants sur les diverses méthodes d'irrigation et les pratiques agricoles climato-compatibles les plus à même de tirer parti d'une irrigation plus efficace pour augmenter la productivité, renforcer la résilience face aux changements climatiques et accroître la rentabilité.

### C. Théorie du changement

14. L'objectif du CROWN est d'augmenter la productivité, la résilience et les revenus des petits exploitants agricoles ainsi que des jeunes et des femmes en milieu rural, dans les filières sélectionnées, au moyen des interventions suivantes:
- i) amélioration des infrastructures d'irrigation; ii) renforcement de la capacité des organisations paysannes à favoriser une utilisation maximale et rationalisée des terres; iii) activités visant à permettre l'utilisation de pratiques et de technologies de production climato-compatibles, au moyen de démonstrations à grande échelle; iv) activités destinées à améliorer l'accès aux intrants et aux services; v) amélioration chez les agriculteurs des compétences de gestion d'entreprise, de l'alignement, de l'appropriation et des partenariats. Le projet favorisera en outre une amélioration de l'accès aux marchés; ouvrira des possibilités d'investissement; apportera un appui technique aux institutions financières partenaires aux fins d'amélioration des pratiques de prêt; appuiera la mise en place d'un environnement politique favorable. Ces interventions devraient permettre aux petits exploitants agricoles, aux femmes et aux jeunes entrepreneurs d'accéder plus facilement à des marchés rentables, de créer des emplois et de renforcer la résilience grâce à une utilisation plus efficiente de l'eau et à l'adaptation aux changements climatiques. Les changements attendus reposent sur l'hypothèse de base selon laquelle l'Égypte jouira d'une stabilité politique et macroéconomique, et les agriculteurs seront disposés à investir dans des technologies et des pratiques d'irrigation économes en eau, et auront les capacités nécessaires pour les utiliser.

### D. Alignement, appropriation et partenariats

15. Au plan national, le CROWN est en phase avec les politiques de l'Égypte. En tant qu'initiative phare du FIDA, il s'appuie sur la plateforme nationale sans équivalent, le NWEF, pour mettre en avant la Stratégie nationale de l'Égypte face aux changements climatiques pour 2050, présentée en amont de la vingt-septième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, le Plan national des ressources hydriques et la Stratégie de développement durable de l'agriculture. Le projet contribue à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) suivants: ODD 2, par l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus en milieu rural, et ODD 7, par les systèmes d'irrigation à énergie solaire. L'objectif est de créer des emplois de qualité pour les jeunes et les femmes, dans la ligne de l'ODD 8. Le CROWN appuie la stratégie économique 2024-2030 de l'Égypte consistant à stimuler la production de fruits et de légumes. Il s'inscrit dans ses objectifs stratégiques par des activités visant à autonomiser les petits exploitants agricoles, à augmenter l'efficacité des exploitations et à promouvoir la viabilité environnementale et de la résilience face aux changements climatiques.

### E. Coût, avantages et financement

16. Le déficit de financement de 55,3 millions d'EUR pourra être financé dans le cadre de cycles ultérieurs de reconstitution des ressources du FIDA (selon des conditions de financement à définir et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration) ou par un cofinancement à déterminer pendant l'exécution.
17. Les sous-composantes 1.1 (infrastructures d'irrigation et de drainage); 1.2 (formations sur l'agriculture climato-compatible, fermes-écoles et écoles de commerce agricole, parcelles de démonstration et accès aux intrants); et 3.1 (appui à l'élaboration des politiques) relèvent partiellement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action



climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 57 914 905 EUR.

### **Coût du projet**

18. Le coût total du projet, provisions pour aléas d'exécution et imprévus financiers compris, est estimé à 153,4 millions d'EUR sur sept ans. La composante 1 (résilience face aux changements climatiques grâce aux infrastructures d'irrigation et à l'agriculture climato-compatible) représente 72,2% du coût total du projet, soit 110,8 millions d'EUR. La composante 2 représente 22,1% du coût total du projet, soit 33,8 millions d'EUR, et la composante 3 s'élève à 8,8 millions d'EUR, soit 5,7%, dont des coûts de gestion de projet d'environ 8,2 millions d'EUR. Les prêts du FIDA sur le cycle de financement de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) (SAFP et MARE) s'élèvent à 58,2 millions d'EUR. La contribution du Gouvernement est estimée à 29,5 millions d'EUR (18,4 millions d'EUR de taxes, 5,7 millions d'EUR de contributions en nature et 5,4 millions d'EUR de contributions monétaires). Les bénéficiaires devraient contribuer à hauteur de 6,8 millions d'EUR (5,1 millions d'EUR de contributions en nature et 1,7 million d'EUR de contributions monétaires). Le secteur privé et les institutions financières apporteront respectivement 3,1 millions d'EUR et 0,5 million d'EUR. Il en résulte un déficit de financement de 55,3 millions d'EUR.

Tableau 1  
**Coûts du projet par composante et sous-composante et par source de financement**  
(en milliers d'EUR)

Composante/sous-composante	Prêt du FIDA (SAFP)		Prêt du FIDA (MARE)		Déficit de financement		Bénéficiaires (contributions en nature)		Institutions financières		Secteur privé		Bénéficiaires (contributions monétaires)		Gouvernement national – taxes		Gouvernement national – contributions en nature		Gouvernement national – contributions monétaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>1. Résilience face aux changements climatiques grâce aux infrastructures d'irrigation et à l'agriculture climato-compatible</b>																						
1.1 Infrastructures d'irrigation et de drainage	43 359	42,4	11 946	11,7	26 742	26,1	3 173	3,1	-	-	-	-	502	0,5	14 315	14,0	2 277	2,2	11	-	102 324	66,7
1.2 Formations sur l'agriculture climato-compatible, fermes-écoles et écoles de commerce agricole, parcelles de démonstration et accès aux intrants	-	-	-	-	2 650	33,7	679	8,6	-	-	-	-	-	-	1 102	14,0	-	-	3 442	43,7	7 873	5,1
1.3 Appui aux organisations paysannes et activités visant à rationaliser l'utilisation des terres	-	-	-	-	494	75,1	-	-	-	-	-	-	-	-	74	11,2	38	5,7	53	8,1	658	0,4
<b>Total partiel</b>	<b>43 359</b>	<b>39,0</b>	<b>11 946</b>	<b>10,8</b>	<b>29 886</b>	<b>27,0</b>	<b>3 852</b>	<b>3,5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>502</b>	<b>0,5</b>	<b>15 491</b>	<b>14,0</b>	<b>2 315</b>	<b>2,1</b>	<b>3 506</b>	<b>3,1</b>	<b>110 855</b>	<b>72,2</b>
<b>2. Filières résilientes et inclusives</b>																						
2.1 Intégration des petits exploitants agricoles dans des filières résilientes et inclusives	-	-	-	-	6 257	43,1	-	-	247	1,7	3 097	21,3	29	0,2	2 022	13,9	1 082	7,5	1 781	12,3	14 515	9,5
2.2 Accès aux financements	-	-	-	-	8 663	80,7	922	8,6	262	2,4	-	-	828	7,7	40	0,4	-	-	24	0,2	10 739	7,0
2.3 Renforcement de la résilience des femmes et des jeunes par la diversification des moyens d'existence, la création d'emplois et le développement des entreprises	-	-	-	-	7 530	87,9	318	3,7	-	-	-	-	318	3,7	396	4,6	-	-	-	-	8 563	5,6
<b>Total partiel</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>22 451</b>	<b>66,4</b>	<b>1 241</b>	<b>3,6</b>	<b>509</b>	<b>1,5</b>	<b>3 097</b>	<b>9,2</b>	<b>1 175</b>	<b>3,5</b>	<b>2 457</b>	<b>7,3</b>	<b>1 082</b>	<b>3,2</b>	<b>1 805</b>	<b>5,3</b>	<b>33 817</b>	<b>22,0</b>
<b>3. Appui à l'élaboration des politiques et gestion du projet</b>																						
3.1 Appui à l'élaboration des politiques	173	28,6	-	-	372	61,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	61	10,0	606	0,4
3.2 Gestion du projet	2 742	33,4	-	-	2 653	32,3	-	-	-	-	-	-	-	-	500	6,1	2 310	28,1	2	-	8 208	5,3
<b>Total partiel</b>	<b>2 915</b>	<b>33,1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 025</b>	<b>34,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>500</b>	<b>5,7</b>	<b>2 310</b>	<b>26,2</b>	<b>63</b>	<b>0,7</b>	<b>8 814</b>	<b>5,7</b>
<b>Total</b>	<b>46 274</b>	<b>30,1</b>	<b>11 946</b>	<b>7,8</b>	<b>55 362</b>	<b>36,1</b>	<b>5 092</b>	<b>3,3</b>	<b>509</b>	<b>0,3</b>	<b>3 097</b>	<b>2,0</b>	<b>1 677</b>	<b>1,1</b>	<b>18 448</b>	<b>12,0</b>	<b>5 708</b>	<b>3,8</b>	<b>5 374</b>	<b>3,5</b>	<b>153 486</b>	<b>100</b>

Tableau 2  
**Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'EUR)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA (SAFP)		Prêt du FIDA (MARE)		Déficit de financement		Bénéficiaires (contributions en nature)		Institutions financières		Secteur privé		Bénéficiaires (contributions monétaires)		Gouvernement national – taxes		Gouvernement national – contributions en nature		Gouvernement national – contributions monétaires		Total		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
<b>Dépenses d'investissement</b>																							
1. Conseil <sup>a</sup>	1 641	8,8	-	-	10 064	54,1	469	2,5	-	-	228	1,2	-	-	2 456	13,2	173	0,9	3 556	19,1	18 588	12,1	
2. Biens, services et équipement	21 937	55,3	-	-	6 473	16,3	1 100	2,8	247	0,6	1 401	3,5	531	1,3	5 547	14,0	616	1,6	1 818	4,6	39 670	25,8	
3. Travaux de génie civil	20 542	28,4	11 946	16,5	23 298	32,2	2 282	3,2	-	-	1 467	2,0	-	-	10 118	14,0	2 616	3,6	-	-	72 269	47,1	
4. Véhicules	244	43,0	-	-	244	43,0	-	-	-	-	-	-	-	-	80	14,0	-	-	-	-	568	0,4	
5. Lignes de crédit	-	-	-	-	8 271	82,5	922	9,2	-	-	-	-	828	8,3	-	-	-	-	-	-	10 020	6,5	
6. Dons de contrepartie	-	-	-	-	5 101	88,9	318	5,5	-	-	-	-	318	5,5	1	-	-	-	-	-	5 738	3,7	
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>44 364</b>	<b>30,2</b>	<b>11 946</b>	<b>8,1</b>	<b>53 452</b>	<b>36,4</b>	<b>5 092</b>	<b>3,5</b>	<b>247</b>	<b>0,2</b>	<b>3 097</b>	<b>2,1</b>	<b>1 677</b>	<b>1,1</b>	<b>18 201</b>	<b>12,4</b>	<b>3 405</b>	<b>2,3</b>	<b>5 374</b>	<b>3,7</b>	<b>146 854</b>	<b>95,7</b>	
<b>Dépenses ordinaires</b>																							
1. Salaires, traitements et indemnités	1 151	23,7	-	-	1 151	23,7	-	-	262	5,4	-	-	-	-	-	-	2 303	47,3	-	-	4 868	3,2	
2. Frais de fonctionnement	759	43,0	-	-	759	43,0	-	-	-	-	-	-	-	-	247	14,0	-	-	-	-	1 764	1,1	
<b>Total des dépenses ordinaires</b>	<b>1 910</b>	<b>28,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 910</b>	<b>28,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>262</b>	<b>4,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>247</b>	<b>3,7</b>	<b>2 303</b>	<b>34,7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 632</b>	<b>4,3</b>	
<b>Total</b>	<b>46 274</b>	<b>30,1</b>	<b>11 946</b>	<b>7,8</b>	<b>55 362</b>	<b>36,1</b>	<b>5 092</b>	<b>3,3</b>	<b>509</b>	<b>0,3</b>	<b>3 097</b>	<b>2,0</b>	<b>1 677</b>	<b>1,1</b>	<b>18 448</b>	<b>12,0</b>	<b>5 708</b>	<b>3,8</b>	<b>5 374</b>	<b>3,5</b>	<b>153 486</b>	<b>100</b>	

<sup>a</sup> Comprend l'assistance technique et les études.

Tableau 3  
**Coût du projet par composante, par sous-composante et par année du projet**  
(en milliers d'EUR)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Année 1</i>	<i>Année 2</i>	<i>Année 3</i>	<i>Année 4</i>	<i>Année 5</i>	<i>Année 6</i>	<i>Année 7</i>	<i>Total</i>
<b>1. Résilience face aux changements climatiques grâce aux infrastructures d'irrigation et à l'agriculture climato-compatible</b>								
1.1 Infrastructures d'irrigation et de drainage	471	18 052	38 295	40 506	4 224	383	399	102 324
1.2 Formations sur l'agriculture climato-compatible, fermes-écoles et écoles de commerce agricole, parcelles de démonstration et accès aux intrants	1 817	2 338	1 375	1 451	449	348	95	7 873
1.3 Appui aux organisations paysannes et activités visant à rationaliser l'utilisation des terres	82	32	18	164	164	130	67	658
<b>Total partiel</b>	<b>2 370</b>	<b>20 416</b>	<b>39 688</b>	<b>42 121</b>	<b>4 837</b>	<b>861</b>	<b>562</b>	<b>110 855</b>
<b>2. Filières résilientes et inclusives</b>								
2.1 Intégration des petits exploitants agricoles dans des filières résilientes et inclusives	322	5 278	3 972	4 185	280	233	245	14 515
2.2 Accès aux financements	1 084	1 454	1 542	1 503	1 565	1 794	1 796	10 739
2.3 Renforcement de la résilience des femmes et des jeunes par la diversification des moyens d'existence, la création d'emplois et le développement des entreprises	38	10	-	4 028	2 220	2 236	32	8 563
<b>Total partiel</b>	<b>1 444</b>	<b>6 742</b>	<b>5 515</b>	<b>9 716</b>	<b>4 065</b>	<b>4 263</b>	<b>2 073</b>	<b>33 817</b>
<b>3. Appui à l'élaboration des politiques et gestion du projet</b>								
3.1 Appui à l'élaboration des politiques	-	87	173	173	130	43	-	606
3.2 Gestion du projet	2 128	865	918	1 217	976	1 086	1 017	8 208
<b>Total partiel</b>	<b>2 128</b>	<b>952</b>	<b>1 091</b>	<b>1 390</b>	<b>1 106</b>	<b>1 130</b>	<b>1 017</b>	<b>8 814</b>
<b>Total</b>	<b>5 942</b>	<b>28 111</b>	<b>46 294</b>	<b>53 227</b>	<b>10 008</b>	<b>6 253</b>	<b>3 652</b>	<b>153 486</b>

### **Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

19. Le cofinancement national s'élève à 39,9 millions d'EUR (26,0%) et se répartit comme suit: Gouvernement, 29,5 millions d'EUR (dont 18,4 millions d'EUR de taxes, 5,7 millions d'EUR de contributions en nature et 5,4 millions d'EUR de contributions monétaires); bénéficiaires, 6,8 millions d'EUR (dont 5,1 millions d'EUR de contributions en nature et 1,7 million d'EUR de contributions monétaires); contributions en nature du secteur privé, 3,1 millions d'EUR et contributions en nature des institutions financières, 0,5 million d'EUR<sup>5</sup>. Le financement national total sous la forme de contributions en nature est estimé à 14,4 millions d'EUR, et les contributions monétaires nationales à 25,5 millions d'EUR, taxes comprises (voir le tableau ci-dessus pour plus d'informations). Le déficit de financement s'élève à 55,3 millions d'EUR.

### **Décaissement**

20. L'unité de gestion du projet (UGP) du MoALR ouvrira un compte désigné pour recevoir des fonds du prêt du FIDA au titre du SAFP, tandis que l'UGP du MoWRI mettra en place un compte désigné commun pour recevoir des fonds des deux prêts du FIDA (au titre du SAFP et du MARE). Les fonds seront transférés des comptes désignés ouverts à la Banque centrale d'Égypte vers les comptes opérationnels correspondants à la Banque centrale, puis vers l'unité comptable associée à chaque UGP. Tous les paiements seront traités par l'intermédiaire du système de paiement électronique du compte unique du Trésor. Les décaissements seront effectués par le FIDA chaque trimestre, sur la base des rapports financiers intermédiaires soumis par chaque UGP, qui donneront les prévisions de trésorerie pour deux trimestres glissants. Si des financements supplémentaires se concrétisent au cours du cycle de vie du projet, les sommes reçues seront transmises par la structure en place d'acheminement des fonds. L'équipe du projet veillera à ce que les fonds reçus et les dépenses de chaque source de financement soient correctement séparés dans le système de comptabilité afin d'assurer l'établissement de rapports financiers précis et le maintien de la conformité.

### **Résumé des avantages et analyse économique**

21. Le projet mettra l'accent sur la lutte contre la pauvreté, et bénéficiera, lors de la phase initiale principale du CROWN, à quelque 90 000 ménages, soit 302 000 personnes. Les principales cultures comprennent le maïs, le blé, la pomme de terre, l'oignon et la tomate; l'élevage fait également partie des activités considérées. Treize modèles de ménage ont été établis, en fonction de la superficie des terres (de 0,5 à 5 *feddans*) et des systèmes de production. Pour les micro, petites et moyennes entreprises, des modèles tels que le séchage d'herbes et de tomates, le stockage frigorifique de ces produits et les activités de transformation de tomates seront pris en compte. La valeur économique actuelle nette, actualisée à 14,6%, est de 1,3 milliard d'EGP (41,3 millions d'USD), avec un taux de rentabilité économique interne de 25,2%. Même dans un scénario d'augmentation des coûts ou de retard dans la concrétisation des avantages, le projet reste économiquement viable, et génère des rendements positifs.

### **Stratégie de retrait et durabilité**

22. La pérennité des associations d'usagers de l'eau au niveau des *mesqa* et au niveau des canaux de dérivation sera favorisée par un processus de formation ascendant, une amélioration des infrastructures d'irrigation et l'application d'une nouvelle loi sur l'irrigation et les ressources en eau. Cette approche permettra de renforcer la collaboration entre les membres des associations d'usagers de l'eau au niveau des canaux de dérivation et les techniciens du MoWRI. L'accroissement de l'efficacité de

<sup>5</sup> Ces chiffres reflètent également le résultat d'une table ronde sur le financement du secteur privé dans le CROWN qui s'est tenue dans la nouvelle capitale administrative en novembre 2024, à l'occasion de laquelle aucun engagement crédible n'a été pris. Sur la base de l'expérience acquise avec d'autres projets, tels que le Projet de transformation durable pour la résilience agricole en Haute-Égypte (STAR), le CROWN a été conçu pour être exécutable en l'absence de déficit de financement notable.

l'irrigation et de la productivité des cultures et les améliorations au sein des filières reposeront sur des méthodes participatives et le consentement éclairé des agriculteurs. Des mises en contact avec des services d'appui à la commercialisation et à la production et d'assistance technique introduiront des incitations rentables et contribueront ainsi à assurer la durabilité. Les prestataires de services techniques seront des consultants privés ou seront issus d'organismes publics et d'organisations non gouvernementales, et le CROWN favorisera une communication directe entre les bénéficiaires et ces entités.

### III. Gestion des risques

#### A. Risques et mesures d'atténuation

23. L'équipe d'exécution du projet est convaincue de la forte adhésion des parties prenantes, en phase avec la stratégie des pouvoirs publics. Cependant, des failles dans les politiques macroéconomiques, notamment les politiques monétaires, budgétaires et commerciales, pourraient déboucher sur une inflation, de faibles réserves de change et un surendettement, et perturber les flux de financements publics et la dynamique des marchés. L'atténuation de ces risques passe par une gestion budgétaire plus rigoureuse, une diversification des échanges commerciaux, une soutenabilité de la dette et des cadres institutionnels souples qui renforceront la résilience des marchés et appuieront les petites entreprises.
24. En Égypte, la raréfaction de l'eau, le manque d'efficacité de l'irrigation et la salinité des sols menacent la durabilité de l'agriculture et la sécurité alimentaire, et réduisent la productivité dans les zones du projet. Les mesures d'atténuation comprennent les systèmes d'irrigation économes en eau, l'amélioration de la gestion des ressources et l'investissement dans des entreprises agricoles dirigées par des jeunes ou des femmes et axées sur le recyclage des déchets, parallèlement à des pratiques climato-compatibles et à la surveillance des eaux souterraines pour gérer les risques liés à la salinité.
25. Les risques inhérents et résiduels en matière de gestion financière sont considérés comme élevés, principalement en raison de retards dans la mise en place des UGP, le recrutement des principaux membres du personnel et l'installation du logiciel de comptabilité. Pour atténuer ces risques, la mise en place des UGP par décrets ministériels, le recrutement des principaux membres du personnel et l'installation du logiciel de comptabilité sont des conditions préalables aux décaissements.

Tableau 4

#### Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Modéré	Modéré
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Substantiel	Substantiel
Gestion financière	Élevé	Élevé
Passation des marchés	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Faible	Faible
Parties prenantes	Substantiel	Substantiel
<b>Risque global</b>	<b>Modéré</b>	<b>Modéré</b>

#### B. Catégorie environnementale et sociale

26. Le risque environnemental et social du CROWN est jugé modéré. Il a été revu à partir des activités mentionnées dans le rapport de conception du projet, lesquelles ciblent une optimisation de l'utilisation de l'eau plutôt qu'une extension des réseaux

d'irrigation ou une augmentation de la consommation. Seule la phase principale du CROWN a été prise en compte dans le cadre du processus d'examen et de notation des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC). La phase II du CROWN nécessitera probablement un financement parallèle en complément de celui de l'initiative principale. Les garanties environnementales et sociales seront déterminées par les institutions financières internationales concernées. D'un point de vue social, les risques sont principalement liés à la main-d'œuvre et aux conditions de travail. L'inclusion et le rôle actif des femmes et des jeunes dans les activités du projet réduiront le risque de saper de bonnes pratiques professionnelles.

### **C. Classement au regard des risques climatiques**

27. Le risque climatique est jugé modéré. À mesure que les agriculteurs augmenteront leurs capacités d'adaptation et leur résilience, ils pourront utiliser les ressources naturelles de manière plus efficiente, exploiter l'énergie solaire et renforcer la durabilité des filières. Les interventions sont conçues pour réduire les risques liés aux changements climatiques, favoriser l'adaptation aux effets futurs de ces derniers, et améliorer les moyens d'existence en promouvant des pratiques agricoles durables, l'objectif étant de diminuer la vulnérabilité des populations cibles aux aléas climatiques.

### **D. Soutenabilité de la dette**

28. D'après le rapport du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale sur la soutenabilité de la dette (août 2024), la dette publique de l'Égypte est soutenable, mais exposée à des risques élevés de tension sur la dette souveraine. Le Gouvernement met en œuvre des politiques macroéconomiques ciblées sur la résilience face aux chocs nationaux et extérieurs, notamment des réformes monétaires, budgétaires et commerciales. Les activités sont en phase avec la Vision 2030 de l'Égypte, à savoir réduire la dette publique, renforcer les marchés financiers et améliorer la liquidité et la négociabilité de la dette. Ces mesures visent à permettre l'accès aux marchés internationaux, à réduire les risques et à renforcer la résilience financière, en appuyant une croissance économique durable. L'objectif principal est de remédier aux facteurs de vulnérabilité de la dette publique nationale tout en favorisant la stabilité économique.

## **IV. Exécution**

### **A. Cadre organisationnel**

#### **Gestion et coordination du projet**

29. Le projet CROWN sera exécuté par deux agents principaux du projet: le MoWRI et le MoALR. Chaque ministère sera responsable de sa propre partie du projet. Deux UGP seront établies respectivement dans le MoWRI et le MoALR, et superviseront l'exécution du projet dans les délais prévus, la gestion des ressources financières et la collaboration avec les gouvernorats. Lors de la phase II, la gestion des lignes de crédit sera transférée à l'organisme chargé des micro, petites et moyennes entreprises et au programme de développement de l'agriculture. Pour éviter toute ambiguïté, chaque UGP sera chargée de la documentation qui la concerne, à savoir: i) plan de travail et budget annuel; ii) plan annuel en matière de passation de marchés; iii) rapports de suivi-évaluation. Les UGP travailleront côte à côte pour unifier la documentation avant de l'envoyer au FIDA. Pour les activités dont elles ont la charge, chaque UGP présentera chaque année séparément ses propres états financiers, avec et sans audit. L'UGP du MoWRI exécutera les tâches telles que la consolidation du plan de travail et budget annuel, du plan annuel de passation des marchés, et des rapports de suivi-évaluation et la consolidation et la soumission des états financiers annuels non audités et audités. En outre, le MoWRI recrutera un cabinet d'audit externe et le chargera d'effectuer l'audit annuel du projet CROWN.

30. Un comité directeur du projet guidera la direction stratégique du projet, composée de hauts fonctionnaires ministériels et de représentants des secteurs concernés, notamment des parties prenantes des gouvernorats et du secteur privé. Le comité directeur du projet sera présidé par le Ministère du plan, du développement économique et de la coopération internationale. Ses membres comprendront des représentants des gouvernorats visés par le projet (au départ, Beni Sweif et Minya) et des responsables du Ministère de l'environnement, du MoALR, du MoWRI, et, si nécessaire, des représentants du secteur privé (entreprises agricoles ou exportatrices).

#### **Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

31. Chacune des deux UGP disposera d'une équipe de gestion financière personnelle menée par un directeur financier. L'équipe de gestion financière sera composée de membres détachés des ministères ou recrutés via un processus de mise en concurrence sur le marché du travail. L'équipe de chaque UGP sera responsable de la gestion de ses allocations, des retraits, des comptes rendus et de l'audit. La comptabilité du projet sera tenue suivant la méthode de la comptabilité de caisse, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public, et chaque UGP achètera et installera un logiciel de comptabilité pour enregistrer les recettes et les dépenses du projet. Le rapport d'audit annuel de chaque UGP sera établi par un ou plusieurs cabinets d'audit privés conformément aux Normes internationales d'audit.
32. Les passations de marchés au titre du projet CROWN seront réalisées conformément à la réglementation de l'Égypte en matière de passation de marchés dans la mesure où celle-ci sera compatible avec les Directives et le Guide pratique du FIDA en la matière.
33. Les entités d'exécution veilleront à ce que les règles et normes du FIDA soient clairement référencées et respectées: Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption; Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles; Politique du FIDA en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme; PESEC du FIDA.

#### **Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances**

34. Des dispositifs de participation et de retour d'information seront opérationnels à un stade précoce de l'exécution du projet, et seront gérés en concertation avec les populations rurales pauvres, de sorte que les différentes catégories du groupe cible soient informées et consultées. Un rapport résumant les résultats des activités de consultation avec les différentes parties prenantes sera établi pour chaque zone cible. Durant l'exécution, le groupe cible aura accès à différents dispositifs pour transmettre des retours d'information: des boîtes à suggestions anonymes, des facilitateurs et mentors (points focaux) locaux, des téléphones portables et des groupes WhatsApp seront utilisés par les mentors, les agents de vulgarisation et les facilitateurs pour les recueillir.

#### **Mécanisme de réponse aux doléances**

35. Tous les six mois environ au moins, les retours d'information seront examinés et analysés. Le responsable du suivi-évaluation et de la gestion des savoirs, en collaboration avec le spécialiste du genre et de l'inclusion sociale, sera chargé de systématiser les informations reçues et d'établir un rapport. L'équipe du projet respectera la procédure de règlement des plaintes du FIDA, qui garantit que les dispositifs appropriés sont en place et permettent aux personnes et aux communautés de s'adresser directement au Fonds pour déposer une plainte s'ils estiment qu'un projet ou un programme financé par celui-ci leur porte ou risque de leur porter préjudice.



## **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication**

36. La planification suivra la stratégie, le cadre logique et le cadre de résultats général du projet. Les plans de travail et budgets annuels axés sur les résultats seront élaborés dans le cadre d'une approche participative qui fera intervenir les principales parties prenantes et les partenaires d'exécution, notamment les gouvernorats assurant l'exécution du CROWN. Ces plans seront conformes aux plans de travail annuels du MoALR et du MoWRI, et exposeront en détail les activités, le budget et les calendriers d'exécution. L'équipe du CROWN allouera des ressources pour mettre en place un système de suivi-évaluation rigoureux des progrès et de l'impact. Une stratégie intégrée de gestion des savoirs et de communication définira les objectifs de gestion des savoirs du CROWN, axés sur l'amélioration de la performance du projet, l'enregistrement des innovations et la promotion de produits du savoir clairement destinés à renforcer les résultats.

### **Innovations et reproduction à plus grande échelle**

37. Les éléments les plus essentiels seront les modèles élaborés à partir des améliorations apportées aux pratiques d'irrigation et aux pratiques agronomiques par l'utilisation de différents modèles et techniques d'irrigation innovants. Le CROWN appuiera le transfert de savoirs innovants entre les agriculteurs en organisant des visites d'échange avec les *mesqas* ou zones d'irrigation contrôlée à proximité, ainsi que des solutions numériques innovantes pour faciliter la diffusion de messages de vulgarisation, l'accès aux intrants, l'information sur les marchés, la commercialisation et les services financiers.

## **C. Plans d'exécution**

### **Plans de préparation à l'exécution et de démarrage**

38. L'équipe de pays du FIDA aidera les pouvoirs publics à mettre en place deux UGP, dans le MoWRI et le MoALR, ainsi que des unités d'exécution du projet au niveau des gouvernorats. Les zones d'irrigation contrôlée seront sélectionnées en vue de l'exécution du CROWN en coordination avec les deux ministères de tutelle. Lors de la seconde phase, les fournisseurs de financement du commerce (l'organisme chargé des micro, petites et moyennes entreprises et le programme de développement de l'agriculture) seront orientés vers les modalités de partenariat et le processus de sélection des institutions financières partenaires.

### **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement**

39. Le programme sera directement supervisé par le FIDA. Une mission de supervision et une mission d'appui à l'exécution seront organisées chaque année. Les deux agents principaux du projet, le FIDA et les partenaires d'exécution procéderont ensemble à l'examen à mi-parcours prévu à la fin de la quatrième année. Le FIDA sera responsable de la préparation de l'examen à l'achèvement du projet.

## **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

40. L'octroi à l'emprunteur du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République arabe d'Égypte et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié est reproduite à l'appendice I.
41. La République arabe d'Égypte est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
42. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

43. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République arabe d'Égypte un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de quarante-six millions deux cent soixante-quatorze mille euros (46 274 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République arabe d'Égypte un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de onze millions neuf cent quarante-six mille euros (11 946 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Alvaro Lario

## Negotiated financing agreement

(Negotiations concluded on 07 November 2024)

Loan No:

Loan No:

Project name: Climate-Resilient On-Farm Water Management in the Nile Valley ("CROWN") or (the "Project")

The Arab Republic of Egypt (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

### WHEREAS:

**A.** On November 8, 2022, the Borrower and the Fund entered into a partnership agreement on Egypt's country platform for the Nexus of Water, Food, and Energy (the "NWFE - نُؤْفِي") in order to establish a mutually beneficial framework to facilitate collaboration in common areas of interest particularly for the implementation NWFE food pillar;

**B.** CROWN is one of the first steps in the operationalisation of the food systems ambitions articulated in the NWFE;

**C.** In the context of the Project and for the support of the Project implementation, IFAD and the Borrower are envisaging to mobilise additional resources in the form of grants from IFAD resources and respective international donors and financiers in areas related to but not limited to technical assistance, capacity building and policy support activities;

**D.** The Borrower requested financing from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement; and

**E.** The Borrower has undertaken to provide thirty-two million one hundred thirty thousand United States Dollars (29.5 million EUR) equivalent for the Project.

**WHEREAS**, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

**NOW THEREFORE**, the Parties hereby agree as follows:

### Section A

1. The following documents collectively form this present financing agreement (the "Agreement"): this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Tables (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2022, (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of

this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide two loans (individually defined as "Loan A" and "Loan B" and collectively defined as the "Financing") to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## **Section B**

1. The total amount of the Financing shall be fifty eight million two hundred and twenty thousand Euro (EUR 58 220 000) out of which: i) forty-six million two hundred seventy-four thousand Euro (EUR 46 274 000) shall be taken from Performance Based allocations (PBAs); and ii) eleven million nine hundred forty-six thousand Euro (EUR 11 946 000) shall be taken from the borrowed resources mechanism (BRAM).

2. The Financing shall be granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding of each Loan rate equal to the IFAD Reference Interest Rate including a variable spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and have a maturity period of 18 years, including a grace period of 5 years, starting from the date as of which the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled.

3. The Loan Service Payment Currency shall be in EUR.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be July 1st.

5. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 April and 15 October.

6. The Borrower will open and maintain two (2) Designated Accounts at the Central Bank of Egypt to receive funds from the Financing. There shall be one (1) pool Designated Account for MoWRI and one (1) Designated Account for MoALR. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Accounts.

7. There shall also be two (2) Project Accounts in Egyptian Pound (EGP) open in the Central Bank of Egypt to receive funds transferred from the respective Loans Designated Accounts.

8. The Borrower shall provide government contribution for the Project both (cash and in-kind) in the amount of twenty-nine million five hundred thirty thousand EUR (29.53 million EUR) equivalent to cover for taxes, customs duties, and project activities.

## **Section C**

1. There shall be two (2) Lead Project Agencies: i) the Ministry of Water Resources and Irrigation (MoWRI); and ii) the Ministry of Agriculture and Land Reclamation (MoALR). Each Lead Project Agency will be solely responsible for the implementation of their part of the Project as further explained in Schedule 1 to this Agreement and specified in the Project Implementation Manual (the "PIM").

2. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.

3. The Project Completion Date shall be the seventh (7<sup>th</sup>) anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as agreed between the Parties.

4. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Borrower’s procurement regulations, to the extent such are consistent with the IFAD Procurement Guidelines.

**Section D**

1. The Fund will administer the Financing and supervise the Project.

**Section E**

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

The PIM and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following are designated as conditions precedent to withdrawal:

- a. The IFAD no objection to the Project Implementation Manual (PIM) shall have been obtained;
- b. The establishment of each of the two (2) Project Management Units (the “PMUs”) within each of the two (2) Lead project Agency shall be made via the issuance of the relevant Ministerial Decrees, in line with the applicable national law and legislation;
- c. The appointment of competent staff in each of the two (2) PMUs of the: i) Project Coordinator; ii) Finance Expert/ Manager; iii) Procurement Expert; iv) M&E expert; and v) Environment and Climate Assessment Specialist (together referred to as the “Key Project Personnel”); and
- d. The purchase and installation of the accounting software system(s) at both PMUs.

4. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the [Borrower]:

[click and type title of the representative]  
[click and type the name and address of the ministry]

For the Fund:

[click and type Title]  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

[Copy to:]

[If applicable, The Parties accept the validity of any qualified electronic signature used for the signature of this Agreement and recognise the latter as equivalent to a hand-written signature.]

This Agreement, [dated \_\_\_\_\_] has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the [Borrower].

THE ARAB REPUBLIC OF EGYPT

\_\_\_\_\_  
"[Authorised Representative Name]"  
"[Authorised Representative title]"

Date: \_\_\_\_\_

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
"[Authorised Representative Name]"  
"[Authorised Representative title]"

Date: \_\_\_\_\_

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### I. Project Description

1. *Target Population.* The Project has a total outreach for its initial phase of 90,000 households, for approximately 378,000 people (of which 148,000 women and 69,000 youth) shall benefit. There are three main socio-economic groups: Group 1: Poor, subsistence and semi-subsistence farmers with no more than one feddan (approximately 50-60% of the target group, average 0.5 feddan and not exceeding 1 feddan). Group 2: near poor or vulnerable smallholder farmers owning more than 1 feddan – typically 2 to 3 feddan and not exceeding 5 feddan (approximately 30% of the target group, average 2.4 feddan). Group 3: Commercially-oriented and middle-sized farmers (approximately 5 to 10% of the target group); this group includes farmers owning up to 10 feddan typically found in new lands (average 5 feddans).
2. *Project area.* The Project will cover initially the Minya and Beni Sweif governorates in Middle Egypt. Core CROWN will be in two to three command areas in Beni Sweif and Minya governorates covering the area of up to 30,000 feddans with more focus on old lands (25,000 feddans), with new lands mainly being pilots (5,000 feddans). Gradually CROWN will expand to additional governorates in Middle Egypt and Upper Egypt.
3. *Goal.* The goal of the Project is to sustainably increase poor rural households' resilience through more efficient water use, driving higher farm productivity and profitability.
4. *Objectives.* The objective of the Project is to increase the income and improve the livelihood of smallholder farmers involved in competitive and sustainable value chains leading to increased food security.
5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:
6. Component 1 aims to bolster climate resilience through irrigation infrastructure and Climate Smart Agriculture (CSA), uniting MALR and MWRI efforts. It comprises three subcomponents: 1.1 focuses on upgrading irrigation systems; 1.2 on CSA training and input access; and 1.3 on supporting farmers' organizations and land use consolidation. Substantial activities include awareness-raising, demand analysis, training sessions, and capacity building for stakeholders. These initiatives seek to enhance collaboration, resource utilization, and decision-making among relevant parties, promoting sustainable agricultural practices in the face of climate challenges.
7. Component 2 - "Resilient and inclusive value chains," aims to fortify value chains, prioritizing women and youth. Subcomponents include: 2.1: integrating smallholders into value chains; 2.2: ensuring access to finance; and 2.3: fostering women and youth's resilience through enterprise. Activities range from market linkages to financial partnerships and addressing social norms. Initiatives seek to enhance participation, access to resources, and economic opportunities for marginalized groups, thereby promoting inclusive and sustainable development. Component 2 shall be financed by the government's contribution as further defined in Section B, paragraph 8 of this present Agreement.
8. Component 3 focuses on enhancing irrigation methods and climate-smart agriculture for productivity and profitability. It emphasizes evidence-based approaches and stakeholder engagement. Key activities include documenting effective irrigation methods, modelling climate-smart practices, and partnering with the private sector for investment. It also involves coordinating water management and supporting the implementation of water laws. Component 3 aims to optimize water use, improve agricultural practices, and strengthen value chains, ensuring sustainable water management and regulatory compliance through stakeholder collaboration.

## II. Implementation Arrangements

1. There shall be two (2) Lead Project Agencies: i) the Ministry of Water Resources and Irrigation (MoWRI); and ii) the Ministry of Agriculture and Land Reclamation (MoALR). Each Lead Project Agency will be solely responsible for the implementation of their part of the Project as further specified in the Project Implementation Manual (the "PIM").

For the avoidance of doubt, each PMU shall prepare its own separate: i) Annual Work Plan and Budget (AWPB); ii) annual procurement plan; and iii) M&E reporting.

PMUs shall coordinate closely to consolidate the above and submit them to IFAD.

For the activities under their responsibility, each PMU shall submit separate annual unaudited and audited financial statements.

2. *Project Management Units (PMUs)*. Two Project Management Units (PMUs) will be established within CROWN, one at MoWRI and one at MoALR, for project management. Each PMU will oversee timely implementation, and financial resource management of their part of the Project and will ensure appropriate collaboration with the respective governorates. Key tasks include securing financing, reporting, procurement, and managing assets in compliance with this agreement

3. *Project Steering Committee (PSC)*. A dedicated CROWN PSC will be established. It will be composed of high-ranking ministerial staff responsible for translating NFWE guidance into policy decisions at the national level. The Ministry of Planning, Economic Development & International Cooperation will designate the Chair of the PSC. Members of the PSC will include representatives of the governorates implementing CROWN (initially Beni Sweif and Minya), MoE, MoALR, MoWRI, if needed, selected private sector representatives (agribusinesses, exporters). The PSC shall follow up with the PMUs for the consolidation required under paragraph 1 above.

4. *Monitoring and Evaluation*. A robust M&E system will ensure effective project monitoring and impact assessment. It will include a Results Management Framework, monitoring and evaluation tools, Management Information System (MIS), and dedicated M&E staff in the two PMUs.

5. *Knowledge Management*. An integrated Knowledge Management (KM) and Communication Strategy will be developed by each of the PMUs during the start-up phase of the Project. This strategy aims to support the achievement of CROWN's goals by establishing systems, processes, and responsibilities to generate, capture, analyse, document, package, and disseminate knowledge and lessons learned both internally and externally. It will outline CROWN KM goals, strategic objectives, and products, focusing on improving project performance, scaling up successes, sharing lessons learned, influencing policy, and promoting innovations.

6. *Project Implementation Manual*. The PIM will be finalized in the start-up phase of the Project and is to be used by the PMUs for the implementation of the CROWN. The PIM shall be approved by the Borrower and agreed with IFAD. In the course of Project implementation, amendments and additions may be made in the PIM based on the needs in efficient Project implementation. Proposals on amendments to the PIM may be proposed by the PMUs. All amendments made in PIM shall be agreed with IFAD.



## Schedule 2

### Allocation Table

#### 1. Allocation of the Financing Proceeds.

The Table below sets forth the Component of Eligible Expenditures to be financed by the Financing and the allocation of the amounts to each Component. All amounts are net of taxes, government, and beneficiaries contributions.

Component	PBAS Loan Amount Allocated (Expressed in EUR)	BRAM Loan Amount Allocated (Expressed in EUR)
<b>I. Ministry of Water Resources and Irrigation</b>		
I. Climate Resilience through irrigation infrastructure and CSA	22 535 000	10 751 000
II. Policy support and project management	1 585 000	
Unallocated	2 684 000	1 195 000
<b>Total – Ministry of Water Resources and Irrigation</b>	<b>26 804 000</b>	<b>11 946 000</b>
<b>II. Ministry of Agriculture and Land Reclamation</b>		
I. Climate Resilience through irrigation infrastructure and CSA	16 485 000	
II. Policy support and project management	1 035 000	
Unallocated	1 950 000	
<b>Total - Ministry of Agriculture and Land Reclamation</b>	<b>19 470 000</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>46 274 000</b>	<b>11 946 000</b>

In the context of the Project and for the support of the Project implementation, IFAD and the Borrower are envisaging to mobilize additional resources from IFAD's resources and respective international donors and financiers in areas related to, but not limited to, supporting the Lead Project Agencies in implementing consultancies under Component I, Component II and Component III.

#### 2. Start-up Costs

Withdrawals in respect of eligible expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the condition's precedent to withdrawal (as specified in Section E paragraph 3 of this present Agreement) shall be permitted up to an overall amount of EUR 100 000 (EUR 50 000 for each PMU), under Component III. These funds are intended to exclusively provide for the purchase and installation of an appropriate accounting software and MIS system. The start costs are subject to IFAD's approval.

### Schedule 3

#### Special Covenants

##### I. General Provisions

In accordance with Section 12.01(a) (xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Financing Account(s), if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. *Accounting Software.* Within 6 months of entry into force of the Agreement, each PMU will purchase and install a customize accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. *Planning, Monitoring and Evaluation.* Each of the PMUs shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.
3. *Gender.* Each of the PMUs shall ensure that gender mainstreaming as promoted under the Project will be pursued to ensure that women voices with key focus on labour conditions, and economic opportunities are promoted throughout the Project interventions. The Project will also take measures to ensure the protection of women's safety and security.
4. *Anticorruption Measures.* Each of the PMUs shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.
5. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* Each of the PMUs and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.
6. *IFAD Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool.* Each of the PMUs shall ensure that a request is sent to IFAD to access the project procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP). Each of the PMUs shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP) in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts. Each of the PMUs shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project.

##### II. IFAD's Social, Environmental and Climate Assessment Procedures ("SECAP") Provisions

###### I. General

The Project presents moderate social, environmental and climate risks.

Each of the PMUs shall carry out the implementation of the Project in accordance with the measures and requirements set forth in the Environmental and Social Impact Assessments (ESIAs) if required and the Environmental, Social and Climate Management Plans (ESCMPs). An integrated pest management (IPM) and solid waste management (SWM) plan have been prepared and annexed to the ESCMP. ESCMPs, IPMs and SWM shall collectively be referred to as the "Management Plan(s)". Both IPM and SWM plans will be

detailed once the command area and specific crops have been selected. It will require a more local level analysis of pesticide and fertilizer use, access to alternative organic products, and adopting a participatory approach involving consultation with local communities.

## **II. Project Specific**

1. Each of the PMUs shall not amend, vary or waive any provision of the Management Plan(s), unless: (i) agreed in writing by the Fund and (ii) Borrower has complied with the requirements applicable to the original adoption of the Management Plan(s).
2. Each of the Lead Project Agencies shall not, shall cause all their contractors, sub-contractors, and suppliers not to commence implementation of any works, unless all Project affected persons have been compensated and/or resettled in accordance with the specific RAP/Abbreviated RAP, FPIC and/ or the agreed works and compensation schedule.
3. Each of the PMUs shall disclose the draft and final ESIA reports and all other relevant Management Plan(s) with Project stakeholders and interested parties in an accessible place in the Project -affected area, in a form and language understandable to Project -affected persons and other stakeholders. The disclosure will take into account any specific information needs of the community (e.g. culture, disability, literacy, mobility or gender).
4. Each of the PMUs shall ensure that all bidding documents and contracts for goods, works and services contain provisions that require contractors, sub-contractors and suppliers to comply at all times in carrying out the Project with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s), if any.
5. This section applies to any event which occurs in relation to serious environmental, social, health & safety (ESHS) incidents (as this term is defined below); labor issues or to adjacent populations during Project implementation that, with respect to the relevant IFAD Project:
  - (i) has direct or potential material adverse effect;
  - (ii) has substantially attracted material adverse attention of outside parties or create material adverse national press/media reports; or
  - (iii) gives rise to material potential liabilities.

In the occurrence of such event, each of the PMUs shall:

- Notify IFAD promptly;
- Provide information on such risks, impacts and accidents;
- Consult with Project -affected parties on how to mitigate the risks and impacts;
- Carry out, as appropriate, additional assessments and stakeholders' engagements in accordance with the SECAP requirements; and
- Adjust, as appropriate, the Project -level grievance mechanism according to the SECAP requirements; and
- Propose changes, including corrective measures to the Management Plan(s) (if any), in accordance with the findings of such assessment and consultations, for approval by IFAD.

**Serious ESHS incident** means serious incident, accident, complaint with respect to environmental, social (including labor and community), health and safety (ESHS) issues that occur in the context of the loan or within the Project activities.

Serious ESHS incidents can comprise incidents of (i) environmental; (ii) occupational; or (iii) public health and safety; or (iv) social nature as well as material complaints and grievances addressed to the Borrower (e.g. any explosion, spill or workplace accident which results in death, serious or multiple injuries or material environmental contamination, accidents of members of the public/local communities, resulting in death or serious or multiple injuries, sexual harassment and violence involving Project workforce or in relation to severe threats to public health and safety, inadequate resettlement compensation, disturbances of natural ecosystems, discriminatory practices in stakeholder consultation and engagement (including the right of indigenous peoples to free, prior and informed consent), any allegations that require intervention by the police/other law enforcement authorities such as loss of life, sexual violence or child abuse, which (i) have, or are likely to have a material adverse effect; or (ii) have attracted or are likely to arouse substantial adverse attention of outside parties or (iii) to create substantial adverse media/press reports; or (iv) give, or are likely to give rise to material potential liabilities).

6. Each of the PMUs shall ensure and cause its contractors, sub-contractors and suppliers to ensure that the relevant processes set out in the SECAP 2021 Edition as well as in the Management Plan(s) (if any) are respected.

7. Each of the Lead Project Agencies shall provide the Fund with:

- Reports on the status of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition, ESCMPs and the management plan (if any) on a semi-annual basis.
- Reports of any social, environmental, health and safety incidents and/accidents occurring during the design stage, the implementation of the Project and propose remedial measures. Each Lead Project Agencies will disclose relevant information from such reports to affected persons promptly upon submission of the said reports; and
- Reports of any breach of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s) (if any) promptly after becoming aware of such a breach.

8. In the event of a contradiction/conflict between the Management Plan(s), if any, and the present Agreement, the present Agreement shall prevail.

## Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Outreach</b> Outreach in terms of beneficiaries, corresponding households reached and total number of HH members (based on an average size of 4.2 members per HH)	<b>1 Persons receiving services promoted or supported by the project</b>				M&E system: Beneficiary database	semester/annual	M&E officer	CI1: Out of the rural (formal) employee in agriculture, 92% are rural men and 8% are rural women across the three selected clusters. 30% of youth to be targeted CI 1.a: Assuming that canal rehabilitation under component 1 will benefit to all people in the household ; CI 1.b: Assuming an average household size of 5 persons. Youth considered are between 18-29 years
	Males - Males	0	60000	154000				
	Females - Females	0	50000	148000				
	Young - Young people	0	20000	69000				
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	110000	302000				
	<b>1.a Corresponding number of households reached</b>				M&E system	Annual/Semi Annual	Coordination unit M&E Manager; MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists;	
	Households - Households	0	30000	90000				
<b>1.b Estimated corresponding total number of households members</b>				M&E system/Beneficiary database	Continuous	M&E officer		
Household members - Number of people	0	126000	378000					
<b>Project Goal</b> To sustainably increase poor rural households' resilience through more efficient water use that will drive higher farm productivity and profitability	<b>Households reporting an increase in resilience and recovery to shocks</b>				COI survey	baseline, midterm, completion	Service provider	Political and macro-economic stability.
	Households - Percentage (%)	0	10	25				
	Households - Number	0	3000	22500				
<b>Development Objective</b> To increase the income and improve the livelihood of smallholder farmers	<b>Households experiencing economic mobility (proxied by asset indicators i.e. Household, durable, productive, and livestock, natural, human)</b>				COI survey	Baseline, Midterm, Completion	Coordination unit M&E Manager; MoALR and MoWRI PMUs	Political stability, Macro-economic conditions remain stable.
	Households - Number		3000	22500				

involved in competitive and sustainable value chains leading to increased food security	Households - Percentage (%)	0	10	25			M&E specialists; Baseline, Mid-term and Impact assessment contractors	
	<b>Households reporting at least 20% increase in incomes deriving from agriculture-based activities</b>				COI survey	Baseline, mid term, completion	Coordination unit M&E Manager; MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists; Baseline, Mid-term and Impact assessment contractors	
	HH - Percentage (%)	0	20	40				
	Households - Number	0	6000	36000				
<b>Outcome</b> Outcome 1 Increased smallholder productivity and resilience through more efficient water management and Climate Smart Agriculture	<b>3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</b>				COI HH survey	baseline, midterm, completion	Service provider	Farmers are willing to switch to and adopt more water efficient irrigation technologies and practices
	Total number of household members - Number of people	0	37800	264600				
	Households - Percentage (%)	0	30	70				
	Households - Households	0	9000	63000				
	<b>1.2.4 Households reporting an increase in production</b>				COI HH survey			
	Total number of household members - Number of people	0	50400	302400				
	Households - Percentage (%)	0	40	80				
	Households - Households	0	12000	72000				
	<b>1.2.3 Households reporting reduced water shortage vis-à-vis production needs</b>				COI survey	Baseline, Mid term, Completion	Coordination unit M&E Manager; MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists; Baseline, Mid-term and Impact	
	Households - Percentage (%)	0	40	80				
	Households - Households	0	10560	72000				

	Total number of household members - Number of people	0	44352	110880			assessment contractors	
	<b>Supported rural farmers' organizations reporting new or improved services provided by their organization and/or extension workers</b>				COI POs survey	Baseline, Mid term, Completion	Coordination unit M&E Manager; MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists; Baseline, Mid-term and Impact assessment contractors	
	Farmers Organizations - Number	0	100	258				
	FO Members total Number - Number	0	1050	2640				
	Women FO members - Number	0	210	530				
	Male FO Members - Number	0	840	2110				
	Young FO Members - Number	0	310	790				
	<b>SF.2.1 Households satisfied with project-supported services</b>							
	Household members - Number of people		37800	283500				
	Households (%) - Percentage (%)		30	75				
	Households (number) - Households		9000	67500				
	<b>SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers</b>							
	Household members - Number of people		37800	283500				
	Households (%) - Percentage (%)		30	75				
	Households (number) - Households		9000	67500				
<b>Output</b>	<b>1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated</b>				M&E system	semester/annual	Coordination unit M&E Manager, MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists,	
Output 1.1 Climate resilient irrigation infrastructure constructed/rehabilitated	Hectares of land - Area (ha)	0	5000	12600				

	<b>3.1.4 Land brought under climate-resilient practices</b>			M&E system	Annual/Semi-annual	Coordination unit M&E Manager, MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists, MoALR and MoWRI	
	Hectares of land - Area (ha)	0	5000	12600			
<b>Output</b> Output 1.2 Smallholder farmers capacitated and accessing technology and inputs	<b>1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages</b>			M&E system	semester/annual	Coordination unit M&E Manager, MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists,	Strong coordination mechanisms are established to reduce any risk of unclear implementation responsibilities across two ministries (MoALR and MoWRI) and allow for a smooth implementation
	Males - Males	0	7500	18750			
	Females - Females	0	2500	6250			
	Young - Young people	0	3000	7500			
	Total rural producers - Number of people	0	10000	25000			
	<b>1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies</b>			M&E system	semester/ annual	Coordination unit M&E Manager, MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists,	
	Total number of persons trained by the project - Number of people	0	7200	18000			
	Men trained in crop - Males	0	4500	11250			
	Women trained in crop - Females	0	1500	3750			
	Young people trained in crop - Young people	0	1800	4500			
	Men trained in livestock - Males	0	360	900			
	Women trained in livestock - Females	0	840	2100			
	Young people trained in livestock - Young people	0	360	900			
	Total persons trained in crop - Number of people	0	6000	15000			



	Total persons trained in livestock - Number of people	0	1200	3000				
	<b>2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management</b>				Service records, system	provider M&E	Annual/Semi-annual	Service provider; Coordination unit M&E Manager, MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists,
	Males - Males	0	5600	14000				
	Females - Females	0	2400	6000				
	Young - Young people	0	3200	8000				
	Persons trained in IGAs or BM (total) - Number of people	0	8000	20000				
	<b>Rural farmers' organizations supported</b>							
	Rural FOs supported - Number							
	Total size of FOs - Number of people							
<b>Output</b> Output 1.3 Supporting farmer organizations and strengthening government extension services	<b>Community members and extension workers capacitated</b>				M&E system	Annual/Semi-annual	Coordination unit M&E Manager, MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists,	The project is able to develop a strong consensus among farmers in contiguous command areas thanks to an effective participatory planning, and farmers' involvement in designing irrigation solutions to address concerns of limited ownership and delayed benefits at the farm level.
	Community members and Extension workers - Number	0	500	1200				
	Community members and Extension workers - Males	0	140	350				
	Community members and Extension workers - Females	0	360	850				
	Community members and Extension workers - Young people	0	240	610				
	<b>Rural farmers' organizations supported</b>				M&E system	Annual/semi-annual	Coordination unit M&E Manager, MoALR and MoWRI PMUs	
	Rural FOs supported - Number		130	323				

	Total size of FOs - Number of people		1300	3300			M&E specialists, MoALR and MoWRI Governorate Implementation Units M&E officers, Component leads.		
	Males - Number		970	2640					
	Females - Number		330	660					
	Young - Number		390	990					
<b>Outcome</b> Outcome 2 Strengthened farmers', women and youth's participation in inclusive and environmentally sustainable value chains and better access to finance and markets	<b>2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities</b>				COI Survey	Outcome	baseline, midterm, completion	Coordination unit M&E Manager; MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists; Baseline, Mid-term and Impact assessment contractors	Agri-businesses have an interest in developing collaborative arrangements with farmers to source increased volumes of improved quality of produce.  Farmers (including women and youth) have strong incentives to intensify market-oriented production, invest in and adopt climate resilient technologies and practices and engage in collective organization due to secure and profitable markets along with business development and financial support.
	Males - Males	0	520	1300					
	Females - Females	0	1560	3900					
	Young - Young people	0	1040	2600					
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people	0	2080	5200					
	<b>2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities<sup>6</sup></b>				COI survey		baseline, midterm, completion	Coordination unit M&E Manager; MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists; Baseline, Mid-term and Impact assessment contractors	
	Households reporting improved physical access to markets - Percentage (%)	0	25	50					
	Size of households - Number of people	0	8715	34860					
	Households reporting improved physical access to processing facilities - Percentage (%)	0	25	50					
	Size of households - Number of people		8715	34860					

<sup>6</sup> Market/storage facilities - Phase 1 – 140,000 (70,000 market facilities, 70,000 Storage facilities), Phase 2 – 1,800,000

	Households reporting improved physical access to storage facilities - Percentage (%)	0	25	50				
	Size of households - Number of people		8715	34860				
	Households reporting improved physical access to markets - Households		2075	8300				
	Households reporting improved physical access to processing facilities - Households		2075	8300				
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Households		2075	8300				
	<b>1.2.6 Partner financial service providers with portfolio-at-risk ≥30 days below 5%</b>				Partner Financial Institutions system	Annual/Semi-annual	Partner Financial Institutions; Coordination unit M&E Manager	
	Percentage - Percentage (%)	0	100	100				
	<b>Farmers engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities</b>				COI survey	Baseline, Midterm, Completion	Coordination unit M&E Manager; MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists; Baseline, Mid-term and Impact assessment contractors	
	Farmers - Number of people	0	6880	17200				
	Women - Number	0	1780	4450				
	Men - Number	0	5100	12750				
	Young - Number	0	2744	6860				
<b>Output</b> Output 2.1 Market and	<b>2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated</b>				M&E system	semester/annual	Coordination unit M&E Manager,	

post-harvest infrastructure established	Total number of facilities - Facilities	0	11	28			MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists,				
	Market facilities constructed/rehabilitated - Facilities	0	10	25							
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Facilities	0	1	3							
	<b>Formal or informal Marketing groups established/strengthened</b>								M&E system	Annual/Semi-annual	Coordination unit M&E Manager, MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists,
	MOs supported - Number	0	320	800							
	Total size of MOs (number of people) - Number	0	4800	12000							
	Female - Number	0	1200	3000							
	Male - Number	0	3600	9000							
	Young - Number	0	1920	4800							
	<b>Contract farming arrangements and Agri-PPPs established/strengthened</b>								M&E system	Annual/Semi-annual	
Contract farming arrangements - Number	0	160	400								
Agri-PPPs - Number	0	1	1								
<b>Output</b> Output 2.2 Loans for innovative investments disbursed	<b>1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services</b>				M&E system	Annual/Semi-annua	Coordination unit M&E Manager, MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists, Component Lead, PFIs				
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Males	0	2800	7000							
	Women in rural areas accessing financial services - credit - Females	0	1200	3000							

	Young people in rural areas accessing financial services - credit - Young people	0	1200	3000				
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people	0	4000	10000				
	<b>1.1.6 Financial service providers supported in delivering outreach strategies, financial products and services to rural areas</b>				M&E system	Annual/Semi-annua	Coordination unit M&E Manager, MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists, Component Lead, PFIs	
	Service providers - Service Providers	0	5	10				
<b>Output</b> Output 2.3 Supporting youth and women	<b>Women and youth accessing business development services and matching grants</b>				M&E system	Annual/Semi-annual	Coordination unit M&E Manager, MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists, Component Leads	
	Total Number of persons - Number		4000	10000				
	Female - Number of people		2000	5000				
	Female Youth - Number		1000	2500				
	Male Youth - Number		1000	2500				
	<b>Rural enterprises established or supported</b>				M&E system	Annual/Semi-annual	Coordination unit M&E Manager, MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists, Component Leads	
Rural Enterprises - Number		80	200					
<b>Outcome</b> Outcome 3 Influencing and promoting policies and government practices that increase smallholder farmers resilience and profitability	<b>Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment</b>				Qualitative assessment	Baseline, Midterm, Completion	Coordination unit M&E Manager; MoALR and MoWRI PMUs M&E specialists; Baseline, Mid-term and Impact assessment contractors	
	Number - Number	0	0	1				
	<b>Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed</b>					semi-Annual	M&E Unit	

<p><b>Output</b> Output 3.1 Evidencing of policies, relevant knowledge products and practices of efficient irrigation, climate smart agriculture practices and public private partnerships</p>	<p>Number - Knowledge Products</p>		<p>2</p>	<p>5</p>	<p>M&amp;E system, Project records</p>			
--	------------------------------------	--	----------	----------	--	--	--	--

## Integrated project risk matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<b>Country Context</b>	Substantial	Substantial
<b>Political Commitment</b>	Substantial	Substantial
<p><b>Risk(s):</b> The December 2023 presidential elections in Egypt concluded with President Abdel Fattah al-Sisi winning a third term in office with 90% of the vote. This victory follows a constitutional amendment made in 2019 that extended the presidential term from four to six years and allowed President Sisi to stand for a third term. While the victory may instil some political stability, a government reshuffle is expected in a context of already high institutional fragmentation and high ministerial and staff turnover which could negatively affect the communication between IFAD and the Government, as well as implementation capacity.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> The re-election displays a strong commitment to provide support for national programs that promote climate action and to cooperate with international partners under the NWE. IFAD as the lead of the food pillar continues to coordinate with other IFIs that have pledged for CROWN financing. During the design, all potential co-financing partners were consulted through a joint meeting to discuss modalities for aligning their respective activities under CROWN. Although specific financial commitments are yet to be defined and materialized, this reduces the interdependence of funding sources for CROWN project implementation and offers a modular approach for scaling up project activities both in terms of geographical expansion and impact. Additionally, MoPEDIC views CROWN as a platform for achieving sustainable development goals and reducing carbon emissions as part of the National Climate Change Strategy 2050, which illustrates the political commitment of the government.</p> <p>As concerns high staff turn-over IFAD will work with the government to protect PMU and PIU staff from frequent transfers and institute clear procedures and working modalities that will increase institutional memory and thus reduce the impact of staff turnover.</p>		
<b>Governance</b>	Substantial	Substantial
<p><b>Risk(s):</b> Egypt's government maintains a highly centralized power structure. This concentration of power creates the following risks:  Lack of Accountability: Decisions are often made without sufficient transparency or input from civil society. This risks major decisions being poorly conceived or lacking broad support.  Policy Volatility: Changes in leadership or priorities can lead to abrupt policy shifts, disrupting economic activity and impacting foreign investment.  Limited channels for public expression: This can lead to simmering resentment and potential social unrest.  Elevated levels of corruption: This is especially so in large scale infrastructure projects.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> To mitigate against the risks of the application of top-down approaches in implementation of irrigation infrastructure investments and against the persisting high perception of corruption (Transparency International) CROWN will apply participatory planning approaches to irrigation development and address concerns of limited ownership and delayed delivery of benefits at farm level. In addition, the CROWN project will establish a programme steering committee (PSC) under the NWE food pillar and composed of representatives from the governorates (initially Beni Sweif and Minya). This will reduce the chances of governance failures, which is accompanied by accessible recourse and dispute resolution mechanisms.</p>		
<b>Macroeconomic</b>	High	High
<p><b>Risk(s):</b> Risk:  A main risk is that the government will not be able to take on the IFAD loan, given the debt distress of Egypt. Besides IFAD loan proceeds, the CROWN financing envelope includes more than US\$1.5 billion loan financing which are still to be formally requested by the GoE from ERBD, EIB, IsDB, AIIB and AfDB.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> Debt vulnerabilities in Egypt are primarily due to domestic public debt. The country's external debt, though it represents a smaller share, is on the rise and may also pose future risks to the sustainability of its debt profile. The main policy measures to reduce public debt are aligned with the Egypt 2030 Vision, which includes improving liquidity and tradability of debt instruments, strengthening non-banking financial markets and gaining access to international financial markets. The country's macroeconomic outlook shows strong initiatives to implement structural reforms by the government. The rollover risk and debt</p>		

path remain macroeconomic concerns even though CROWN is exploring different financing terms for channeling co-financing. Inflation and exchange risk will be factored in the overall project financial and economic analysis.		
<b>Fragility and security</b>	Substantial	Substantial
<b>Risk(s):</b> The geo-political situation has deteriorated drastically, including the conflict in Gaza, maritime insecurity in the Red Sea and state collapses in neighbouring Libya and Sudan. Armed conflict and instability could spill over, even if Egypt until now has avoided any significant contagion. There is continuity at the Head of State level with the recent election of the incumbent President for a third term, assuring some level political stability and continuity,		
<b>Mitigations:</b> Egypt retains an inherent fragility risk, based on the Fragility State Index. However, at the local level, CROWN will mitigate conflict risks by implementing participatory planning methods and building institutional and capacity structures (of CDAs, WUAs, etc.) as well as leverage existing community-based grievance redress mechanisms associated with irrigation development.		
<b>Sector Strategies and Policies</b>	Moderate	Moderate
<b>Policy alignment</b>	Low	Low
<b>Risk(s):</b> The risk that the government will not have the resources or will to implement the core strategic plans incl.: the National Water Resources Plan, the Sustainable Agricultural Development Strategy this would undermine the modernizing of irrigation.		
<b>Mitigations:</b> CROWN aims to address water scarcity as one of the greatest and most imminent threats to Egypt and takes a holistic (nexus) approach realizing the interconnectedness with aspects of food security and energy efficiency. The relevant policies align with the COSOP and IFAD 12 strategic framework. At national level, CROWN aligns with the National Water Resources Plan, and the Sustainable Agricultural Development Strategy which prioritize modernizing and increasing irrigation efficiency and improving resource productivity. CROWN addresses IFAD's priorities of youth and gender sensitivity by promoting job opportunities and entrepreneurship. IFAD's climate financing priority will be ensured by linking rural finance with climate-resilient and renewable technologies.		
<b>Policy development &amp; implementation</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> There is a risk that projects interventions could not be effectively scaled up/sustainable due to the not conducive policy environment. In particular, within the on-going policy reforms agenda of Egypt, water availability is becoming a growing issue and concern for IFAD target group and IFAD project outputs delivery.		
<b>Mitigations:</b> Agriculture policies are based on solid evidence that water availability is declining in the sector. This requires joint action at all levels, including farmers investing in better practices for the in-field water distribution. Among the key components of the project will be building and strengthening local institutions (e.g., water users' associations and farmers' representations at branch canal levels), which have been foreseen in recent regulatory changes (amended Water Resources and Irrigation Law No. 147 of 2021 and its bylaws ratified in January 2023) but have not yet been fully implemented. This project will build upon farmers' increased awareness of their role and the additional opportunities brought about by the project. MoWRI and MoALR will also be required to adopt and own their role as change facilitators during this process.		
<b>Environment and Climate Context</b>	Moderate	Moderate
<b>Project vulnerability to environmental conditions</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> Water scarcity is the main environmental problem in Egypt that is combined with inefficient irrigation techniques and inefficient management of irrigation infrastructure. The project might also operate in areas characterized with soil/water salinity. The combination of less water availability and low soil quality threatens the agriculture sector's sustainability and thus the country's food security.		
<b>Mitigations:</b> The project is expected to have major environmental and social benefits related to water conservation, stronger institutions to manage natural resources, more profitable agricultural investments and wider involvement for women and youth. The environmental focus of the project under NWFE allows for large investments in supporting youth and women-led enterprises that focus on processing agricultural waste - recycling, upcycling, composting and other forms of waste utilization will make use of material that is normally burned or disposed and causes numerous environmental problems. In addition, climate smart agricultural production techniques that promote water saving irrigation methods, use of adapted crop varieties and land preparation methods will be encouraged. Runoff and contamination of groundwater tables may also pose environmental		



challenges downstream. As such, monitoring at system level (groundwater and drains) will also mitigate the environmental risks of salinity at farm level.		
<b>Project vulnerability to climate change impacts</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> The projected increase in temperature, climate variability and extreme events combined with sea level rise are the main climate hazards for Egypt that threaten the country's food security. The existing water scarcity in the country increases its exposure to these hazards. The country has a moderate adaptive capacity thanks to presence of a strong climate change policy framework and a good rural infrastructure basis.		
<b>Mitigations:</b> The Project will increase agricultural productivity, combat water scarcity, increase water use efficiency, and maintain and manage soil fertility (through CSA practices such as mulching, shifting crop calendars). The project will invest in efficient irrigation infrastructure, promotion of climate smart agriculture techniques (addressing production inefficiencies affected by fragmented land), sustainable value-chain oriented agricultural activities, improved linkage to markets and demand-oriented advisory services to increase the resilience of selected value chains (horticulture, MAPs, cereals, livestock, etc.) to climate change.		
<b>Project Scope</b>	Moderate	Moderate
<b>Project relevance</b>	Low	Low
<b>Risk(s):</b> There is a risk that the programme will not be able to convince farmers to switch to more effective and efficient production regimes, in particular water saving methods. This is the core of the programme and also a key policy objective.		
<b>Mitigations:</b> The project focus is aligned with the Sustainable Agriculture Development Strategy Towards 2030, by supporting water-efficient agricultural production, demonstrating climate-resilient farming and enhancing the marketing capabilities of smallholder farmers and building capacity for micro-enterprises. The project support to Egypt's agriculture transition to modern and efficient irrigation for improved resources productivity is a key element of the GoE's updated National Water Resources Plan to 2037, designed to address water scarcity as the most pressing and potentially devastating threat for Egypt in the next decade.		
<b>Technical soundness</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> CROWN hinges on the ability to find suitable, profitable, scalable and acceptable solutions to increased water scarcity, that will simultaneously economise on water while improving incentives to farmers to adopt the new technologies. However, the most effective incentive, that of putting a price on water, is not an option as that is against government policy. Hence there is a risk that the solutions suggested may not be sufficiently convincing.		
<b>Mitigations:</b> Through CROWN, IFAD's past achievements and those of the government will be built upon and scaled up. There are several key lessons learned from past projects, including OFIDO, IIP, IIIMP, PRIME and SAIL. Participatory irrigation management designed to improve the knowledge, management, and technical capacity of existing WUAs regarding water efficiency and equity will be the first pillar of a long-term strategy. The implementation of an M&E system will also lead to a unified information management system, as well as the development of appropriate tools and methodologies for monitoring and identifying areas for improvement. Additionally, in the absence of water pricing, the project will have to convince farmers about the benefits of modern irrigation for long-term sustainability of proposed investments in irrigation infrastructure. CROWN will establish demonstration plots for modern irrigation and improved furrow irrigation to collect detailed information on the costs, benefits and irrigation efficiency of the water-saving irrigation technologies. The results of the demonstration plots will allow farmers to take free, prior and informed decisions on investing in irrigation equipment. The project will provide a groundwater well at the mesqa pump station as a backup water source that will ensure that water is available when needed for irrigating the crops.		
<b>Institutional Capacity for Implementation &amp; Sustainability</b>	Substantial	Substantial
<b>Implementation arrangements</b>	Substantial	Substantial
<b>Risk(s):</b> The main risks of the implementation arrangements are related to ensuring proper coordination and collaboration during implementation, especially concerning the two-line ministries, MoALR and MoWRI. If this collaboration is compromised it will be difficult to ensure implementation progress and overall project effectiveness.		
<b>Mitigations:</b> The Programme Steering Committee (PSC) for the food pillar of the NWFE will guide the CROWN program on policy and strategic direction. To handle the broad scope of the NWFE, a dedicated CROWN PSC will be established, comprising senior ministerial staff tasked with translating NWFE guidance into		

national policies. The Minister of MoPEDIC will appoint the PSC Chair, and members will include representatives from Beni Sweif and Minya governorates, as well as officials from MoPEDIC, MoE, MoALR, MoWRI, PFI, and selected private sector agribusiness and export representatives (if required). Two Lead Project Agencies will oversee project implementation: the Ministry of Water Resources and Irrigation (MoWRI) and the Ministry of Agriculture and Land Reclamation (MoALR) and two PMUs will be established at the two Ministries.. In Phase II, the credit line will be implemented by the wholesaler MSMEDA and ADP with their existing structure.		
<b>M&amp;E arrangements</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> There is a risk that the CROWN's M&E processes and systems will not be able to monitor, validate, analyse and communicate results, capture lessons, and adjust implementation to seize opportunities and take corrective actions in a timely manner. This is especially critical as CROWN will need robust evidence to be able to provide scalable models to ensure that the benefits are replicated.		
<b>Mitigations:</b> All project components and sub-components will use a simple target group monitoring tool to track socio-economic characteristics of the project's target group. To measure poverty outreach, 50% of beneficiaries should be classified as poor in the T&K database. ADP and MSMEDA will provide consolidated progress reports quarterly. In addition to collecting data and case study material for CSA demonstrations, enterprise development etc., the M&E team will manage knowledge management activities.		
<b>Project Financial Management</b>	High	High
<b>Organization and staffing</b>	High	Substantial
<b>Risk(s):</b> lack of dedicated FM staff to carry out the programme.		
<b>Mitigations:</b> qualified FM staff to be seconded or recruited based on agreed TORs in, PMUs of MoALR and MoWRI on full time basis and to be trained by IFAD on financial management policies and procedures. The appointment/recruitment of key FM staff will be condition for disbursement.		
<b>Project budgeting</b>	High	High
<b>Risk(s):</b> a) many layers within the budget creation and approval process leading to delays in finalization and submission of AWPB; b) Overruns and unrealistic budgets and weak monitoring and controls over actual against budget.		
<b>Mitigations:</b> a) Each of the two PMUs to prepare own AWPB, and PMUs/agencies involved in the implementation of the programme will receive assistance to ensure that the budgets are prepared in a realistic and appropriate manner; b) steering committee meetings to be held to discuss budgets and implementation progress. c) Interim financial reports, prepared by each PMU/agency showing progress against budgets to be submitted to IFAD.		
<b>Project funds flow/disbursement arrangements</b>	High	High
<b>Risk(s):</b> funds are not requested and channelled in a timely manner to meet disbursement needs.		
<b>Mitigations:</b> a) dedicated designated account(s) for each PMU/agency; b) submission of quarterly WAS based on IFRs/cash forecast by each PMU and training of FM team on IFAD's procedures for withdrawal.		
<b>Project internal controls</b>	High	High
<b>Risk(s):</b> a) absence of Financial Management manual tailored to the operation to reflect the internal control system; b) Weak control structures magnified with vast distances between Centre and governorates; c) absence of risk based internal auditor function		
<b>Mitigations:</b> a) a draft FM manual has been prepared and to be updated and maintained by PMUs/agencies at the start-up/ implementation phase as needed; b) collaboration between finance and M&E teams on physical missions; and include verification of sample of end beneficiaries and civil work in the TORs of external auditor		
<b>Project accounting and financial reporting</b>	High	Substantial
<b>Risk(s):</b> lack of accounting software system to facilitate recording and reporting as per IFAD requirements; b) inconsistency between different PMUs in the accounting standard adopted for preparation of the accounts		
<b>Mitigations:</b> An accounting software system to be purchased and installed by each PMU; b) training on IPSAS cash basis for financial management teams of both PMUs		
<b>Project external audit</b>	High	High
<b>Risk(s):</b> noncompliance with IFAD requirements in term of quality, timing and scope		

<b>Mitigations:</b> a) Engage a private audit firm to conduct external audit for each agency; and ensure yearly pre- audit and post-audit meetings to discuss with selected firm the scope and deliverables including agreed upon procedures based on cleared TORs by IFAD.		
<b>Project Procurement</b>	Moderate	Moderate
<b>Legal, regulatory and policy framework</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> Egypt has a well-functioning procurement framework despite challenges in operationalizing the complaints, and e-tender systems. National SPDS have some variances from minimum IFAD requirements.		
<b>Mitigations:</b> The Project will rely on National PP Law and Regulations to the extent not conflicting with IFAD Rules. National SPDS for simple and national-level procurement can be adapted to meet minimum requirements. ICB and Consulting Services will follow IFAD rules and SPDS.		
<b>Institutional Framework and Management Capacity</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> Key risks relate to publicity and access to the e-tenders platform, weakness of training programs, and absence of procurement monitoring/review reports and data.		
<b>Mitigations:</b> PIU staff will sit for BUILDPROC and any other needed training; publicity of procurement opportunities will be maximized; Support and supervision missions will be intense at project starting period; mandatory standstill period will be adopted. OECD Pillar III – Public Procurement Operations and Market Practices		
<b>Public Procurement Operations and Market Practices</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> The procurement market is functioning well, but with absence of strategic planning and key role allocations internally and externally.		
<b>Mitigations:</b> PIU capacities in strategic planning and strategic market engagement should be strengthened coupled with extensive GPN dissemination and robust staffing practices.		
<b>Accountability, Integrity and Transparency of the Public Procurement System</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> The effectiveness of complaints, audit and performance review functions is not evident in presence of multiple agencies (GAGS, ASA, ACA, Complaints Bureau, etc.).		
<b>Mitigations:</b> IFAD will exercise review and control through IS and SM's as well as the daily support by the Country Team. IFAD's policies and reporting hotlines will be accessible to all bidders and interested parties.		
<b>Assessment of Project Complexity</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> Risks of non-interoperable or incongruent outputs is high in case procurement is segregated.		
<b>Mitigations:</b> Strategic Packaging is of critical importance as well as the coordination of procurement by various PIUs.		
<b>Assessment of Implementing Agency Capacity</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> The Rating on PIU has been derived tentatively from analyzing the SAIL PIU; it should be updated once the PIU is set-up.		
<b>Mitigations:</b> Proper selection of PIU staff and continuous training commencing with start-up are of critical importance; the role of the IFAD country team is critical to handhold and support especially in the early years of the project.		
<b>Project Procurement Overall</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> Egypt has a developed procurement framework with some deviations from IFAD's and international mainstream systems and has a well-functioning market; however, the institutional setup has its limitations especially with respect to access to opportunities from abroad, roles and responsibilities for audit and monitoring and complaints management. The sector has a sufficient supply of experienced practitioners with the national system, but attracting high qualifications to procurement positions and training such staff is a critical success factor. Critical areas in capacity building include strategic planning, consulting services procurement, contract management and SECAP.		
<b>Mitigations:</b> A PIM will elaborate on areas where the national system deviates from minimum IFAD requirements; ICB and consulting services will follow IFAD rules that must also be respected with regards to policies, self-certification, reporting hotlines and mandatory standstill. Staff recruitment and training will be reviewed by IFAD and a sufficient number of support and supervision missions will be conducted. PIU staff will need to embrace the PIM and PS in order to strategize procurement delivery, SECAP integration, etc. International access to etenders.gov.eg should be resolved to ensure open and free worldwide access.		

<b>Environment, Social and Climate Impact</b>	Low	Low
<b>Biodiversity conservation</b>	Low	Low
<b>Risk(s):</b> The project will not intervene in protected areas or areas of significant biodiversity. The project will not also utilise genetically modified organisms or introduce alien species.		
<b>Mitigations:</b> N/A		
<b>Resource efficiency and pollution prevention</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> The project may inadvertently increase the use of fertilisers and pesticides as a result of the increase in agricultural activity following irrigation infrastructure investments.		
<b>Mitigations:</b> The project will raise awareness on the negative agricultural practices that can lead to environmental externalities such as resource inefficiencies and pollution. As such, the project will aim to decrease pollution due to optimized agrochemical use. This includes trainings on climate smart agricultural practices which will emphasize the use of organic fertilizers and integrated pesticide management techniques to mitigate this risk and contribute to sustainable natural resources management. An Integrated Pest Management (IPM) and Solid waste management (SWM) plan have been developed and annexed to the ESCMP.		
<b>Cultural heritage</b>	Low	Low
<b>Risk(s):</b> The project will not intervene in areas with cultural significance nor have an impact on the intangible cultural heritage. However, Egypt is rich in archaeological and cultural sites, and project activities building infrastructure (collection centres, warehouses etc.) could possibly be involved in such a process.		
<b>Mitigations:</b> Although the project is not working in areas with cultural significance nor have an impact on the intangible cultural heritage, the Archaeological Chance Find procedure has been developed as part of the SECAP		
<b>Indigenous Peoples</b>	Low	Low
<b>Risk(s):</b> The project will not intervene in areas with indigenous people or vulnerable ethnic groups.		
<b>Mitigations:</b> N/A		
<b>Community health and safety</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> The project will not cause any significant adverse impacts on the physical, mental, nutritional or social health/safety status of an individual, group, or population, including because of gender based violence.		
<b>Mitigations:</b> Instituting a gender sensitivity training and employment system for all participating Ministries, Departments and Agencies to ensure sexual harassment policy at all levels in the project. Incorporate administrative and legal measures against those workers who commit GBV and sexual harassment. Ensure that the GRM system is accessible to women and that immediate action is taken in case of documented GBV in the project's area. This includes a sensitization of men on gender equality issues, by integrating gender sensitization and training in FFSs and extension curricula		
<b>Labour and working conditions</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> There is a moderate risk that child labour maybe involved in some of the project activities given the context of the agriculture sector in Egypt.		
<b>Mitigations:</b> The ESCMP developed includes measures linked to raising awareness on the impact of labour on children during trainings, the inclusion of terms prohibiting child labour in all procurement contracts and monitoring the execution of activities and reporting any cases to the project and relevant government stakeholders. The start-up workshop shall also highlight this to all stakeholders.		
<b>Physical and economic resettlement</b>	Low	Low
<b>Risk(s):</b> No physical or economic resettlement will result from any of the project activities.		
<b>Mitigations:</b> N/A		
<b>Greenhouse gas emissions</b>	Low	Low
<b>Risk(s):</b> GHG emissions because of some of the construction and transport activities will be negligible. However, indirect emissions may arise from an increased use of chemical fertilizers and pesticides		
<b>Mitigations:</b> The project is expected to reduce GHG emissions through investments in solar energy for pumping, warehouses and collection centres. In addition, the project will promote waste valorisation (i.e. use of livestock manure as organic fertilizer) which will reduce the use of chemical fertilizers and pesticides		

(fossil fuel based). CROWN will track the renewable energy activities supported under the project and provide GHG emission reduction potential of the project interventions following the default, Tier 1 approach of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) Guidelines on National GHG Inventories.		
<b>Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> The increased productivity targeted by the project may cause a rise in the agricultural investments as the sector becomes more profitable. This may cause these investments to be vulnerable to the increasing climate change impacts caused by increase in temperatures, seasonal variations, increase in pests and diseases, sea level rise and more frequent extreme weather events.		
<b>Mitigations:</b> Using more efficient irrigation methods and climate-smart agriculture techniques (varieties that are more resistant to heat, salinity, and pests), the project will build the adaptive capacity of communities in the target areas. Additionally, by improving irrigation networks, managing land resources effectively, enhancing agro-industry and marketing systems, and building capacities for institutions and rural communities, CROWN is well aligned with the National Strategy for Adaptation to Climate Change and Disaster Risk Reduction.		
<b>Stakeholders</b>	Substantial	Substantial
<b>Stakeholder engagement/coordination</b>	Substantial	Substantial
<b>Risk(s):</b> The risk that relevant stakeholders are not identified, both in terms of potential financiers (e.g. other IFIs wanting to contribute) but also in terms of marginalised potential beneficiaries. This could jeopardise both expansion of the CROWN and its reach in terms of depts and impact on rural poverty reduction.		
<b>Mitigations:</b> The full design includes a clear implementation modality with clear roles and responsibilities for MoALR, MoWRI and other key stakeholders. The institutional analysis has been updated based on the consultations held during the design phase. The Coordination mechanism (e.g., project steering committee) and other bodies have been defined. These will also be assessed during implementation for their effectiveness and inclusiveness. Moreover, all development partners and IFIs (potential co-financiers) have been consulted and kept informed of the progress of the project.		
<b>Stakeholder grievances</b>	Moderate	Moderate
<b>Risk(s):</b> There is relatively limited experience in Egypt on the existence of and even less so, the use of grievance and redress mechanism which could render them ineffective, leading to unaddressed stakeholder complaints that may undermine CROWN implementation and achievement of project development objectives		
<b>Mitigations:</b> The ESCMP includes a proposed Grievance and Redress Mechanism (GRM) that is project specific. The start-up workshop will make amendments to the GRM based on the feedback from the different stakeholders to better fit the project context. The GRM will be part of the M&E system and a database for complaints will be created including what actions were taken to address them.		